



Débat d'Orientation Budgétaire

2019

SOMMAIRE

Rappel règlementaire

-

Contexte économique national

-

Contexte local

Stratégie fiscale

Stratégie d'endettement

Stratégie budgétaire

-

Plan Pluriannuel d'Investissement 2015 - 2020

RAPPEL REGLEMENTAIRE

Rappel règlementaire

- L'examen du budget doit être précédé d'une phase préalable constituée par le débat de l'assemblée délibérante sur les orientations budgétaires (articles L. 2312-1, L. 3312-1 et L. 4311-1 du CGCT).
- Ce débat doit intervenir dans un délai de deux mois précédant le vote du budget pour les communes.
- Même s'il ne doit emporter aucune décision à ce stade de la procédure d'adoption du budget, **ce débat constitue une formalité substantielle** destinée à éclairer le vote des élus et doit intervenir au cours de la phase préparatoire du budget.

Rappel règlementaire

- Ce débat permet à l'assemblée délibérante :
 - de discuter des orientations budgétaires qui préfigurent les priorités qui seront affichées dans le budget primitif,
 - d'être informée sur l'évolution de la situation financière de la Collectivité.
- Le Débat d'Orientation Budgétaire propose les orientations de la Collectivité en termes de nouveaux services rendus, d'investissement, de fiscalité et d'endettement
- La loi NOTRE rend dorénavant **obligatoire le vote** du DOB (en faisant apparaître la répartition des voix), sur la base d'un rapport d'orientations budgétaires, ce qui a pour effet de constater aussi l'existence du rapport.

CONTEXTE ECONOMIQUE

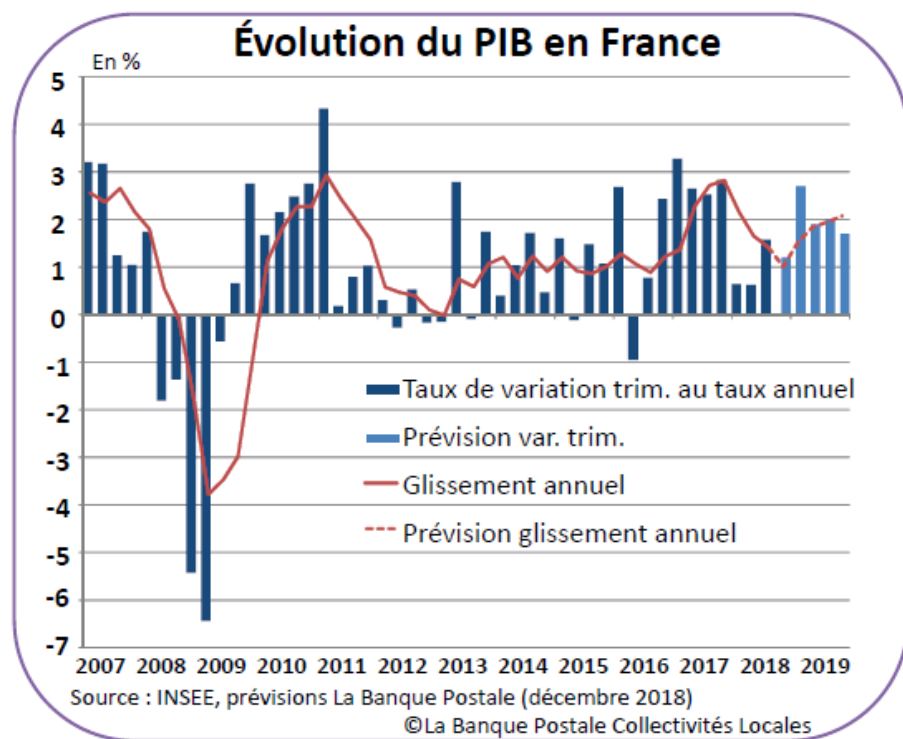
Le contexte économique national

Synthèse des principaux éléments de cadrage du PLF 2019 :

Taux de variation en volume, sauf indications contraires	2017	2018	2019
Environnement international			
Taux de croissance du PIB aux États-Unis (en %)	2,2	2,8	2,6
Taux de croissance du PIB dans la zone euro (en %)	2,5	2,1	2,1
Prix à la consommation dans la zone euro (en %)	1,5	1,7	1,7
Prix du baril de Brent (en dollars)	55	72	73
Taux de change euro/dollar	1,13	1,18	1,16
Économie française			
PIB total (valeur en milliards d'euros)	2 292	2 350	2 420
Variation en volume (en %)	2,2	1,7	1,7
Variation en valeur (en %)	2,8	2,5	3,0
Pouvoir d'achat du revenu disponible (en %)¹	1,3	1,6	1,7
Dépenses de consommation des ménages (en %)	1,0	1,1	1,7
Investissement des entreprises, hors construction (en %)	5,2	4,6	3,0
Exportations (en %)	4,5	3,7	3,6
Importations (en %)	4,0	2,5	3,1
Prix à la consommation (hors tabac, en %)	1,0	1,6	1,3
Balance commerciale (biens, données douanières FAB-FAB) (en milliards d'euros)	-63,4	-65,0	-65,0
Capacité de financement des administrations publiques (en % du PIB)²	-2,7	-2,6	-2,8

Le contexte économique national

Evolution du PIB :



Principaux indicateurs économiques (moyennes annuelles)	2018e	2019p
Taux de croissance du PIB	1,6%	1,5%
Taux d'inflation	1,9%	1,2%
Taux de chômage	8,8%	8,8%

e : estimations p : prévisions

©La Banque Postale Collectivités Locales

Source : INSEE, prévisions La Banque Postale (décembre 2018)

Le contexte économique national

Réduction du déficit : pour la première fois depuis 2000, le déficit public devrait être inférieur à 3 % sur trois années consécutives.

Réduction de la dette : pas de diminution, maintien d'un niveau d'endettement supérieur à 2016 (98.6 % contre 96.3 % en 2016)

	Exécution 2017	2018	2019
En comptabilité nationale			
Solde structurel des administrations publiques (en % du PIB potentiel)	-2,3	-2,2	-2,0
Ajustement structurel	0,3	0,1	0,3
Solde des administrations publiques hors mesures exceptionnelles (en % de PIB)	-2,6	-2,4	-1,9
Mesures exceptionnelles (en 2019, impact de la transformation du CICE en AG)	-0,1	-0,2	-0,9
→ Solde des administrations publiques (en % de PIB)	-2,7	-2,6	-2,8
<i>dont solde État</i>	-2,8	-3,1	-3,6
<i>dont solde organismes divers d'administration centrale (ODAC)</i>	-0,1	-0,1	-0,1
<i>dont solde collectivités locales</i>	0,0	0,1	0,1
<i>dont solde administration de sécurité sociale</i>	0,3	0,6	0,8
→ Dettes publiques (en % de PIB)	98,5	98,7	98,6
Taux de prélèvements obligatoires (en % de PIB)	45,3	45,0	44,2
Part des dépenses publiques* (% du PIB)	55,1	54,6	54,0
Taux de croissance des dépenses publiques* (en volume)	1,4	0,0	0,6
Inflation hors tabac (%)	1,0	1,6	1,3
Croissance du PIB en volume (%)	2,2	1,7	1,7

Le contexte économique national

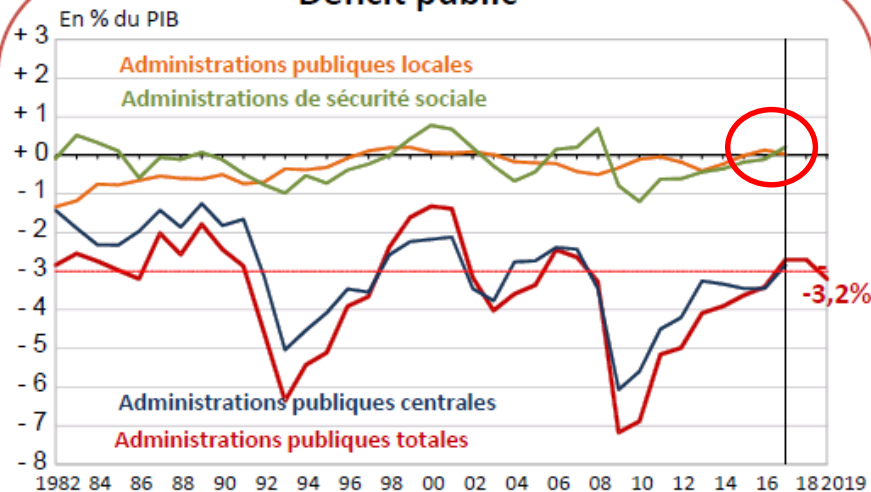
Au niveau de *l'impact des finances locales* sur le déficit et la dette publique :

Déficit : pas de déficit des Collectivités locales – solde à 0 (uniquement l'Etat et les administrations centrales)

Dette : les Collectivités ne sont responsables que de 10% de la dette publique totale, un niveau qui se maintient dans le temps

Trajectoire des finances publiques de la loi de finances pour 2019

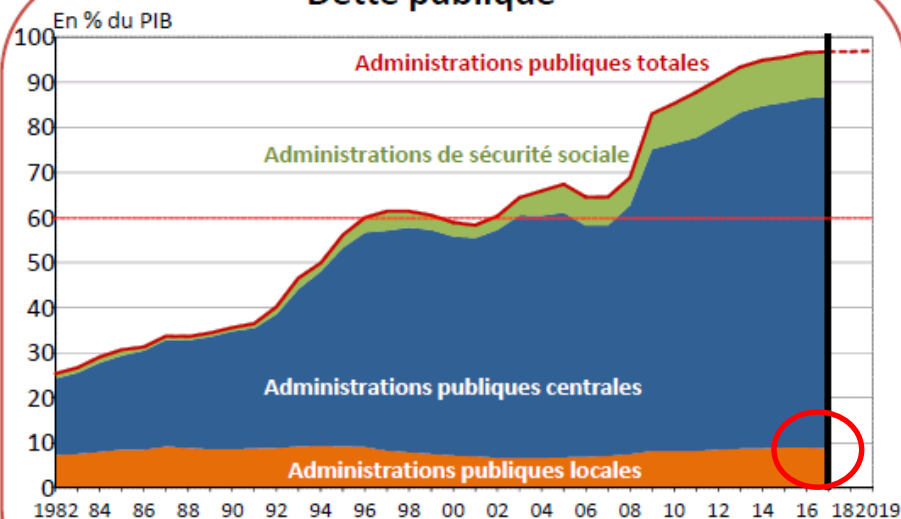
Déficit public



Sources : Insee (Comptes nationaux Base 2014, provisoire 2017),
et loi de finances 2019 pour 2018-2019

©La Banque Postale Collectivités Locales

Dette publique



Sources : Insee (Comptes nationaux Base 2014, provisoire 2017),
estimations 2018-2019 d'après prévision de déficit de la loi de finances 2019

©La Banque Postale Collectivités Locales

Le contexte économique national

Evolution comparée de l'inflation et du « panier du Maire »

L'indice de prix des dépenses communales reflète le prix du « panier » des biens et services constituant la dépense communale. Son évolution permet donc d'évaluer la hausse des prix supportée par les communes, indépendamment des choix effectués en termes de niveau de dépenses. **L'analyse de la dynamique de cet indice spécifique permet de démontrer que les acteurs publics subissent sur longue période une « inflation » plus vive que celle des ménages en raison des spécificités de la dépense publique communale.**

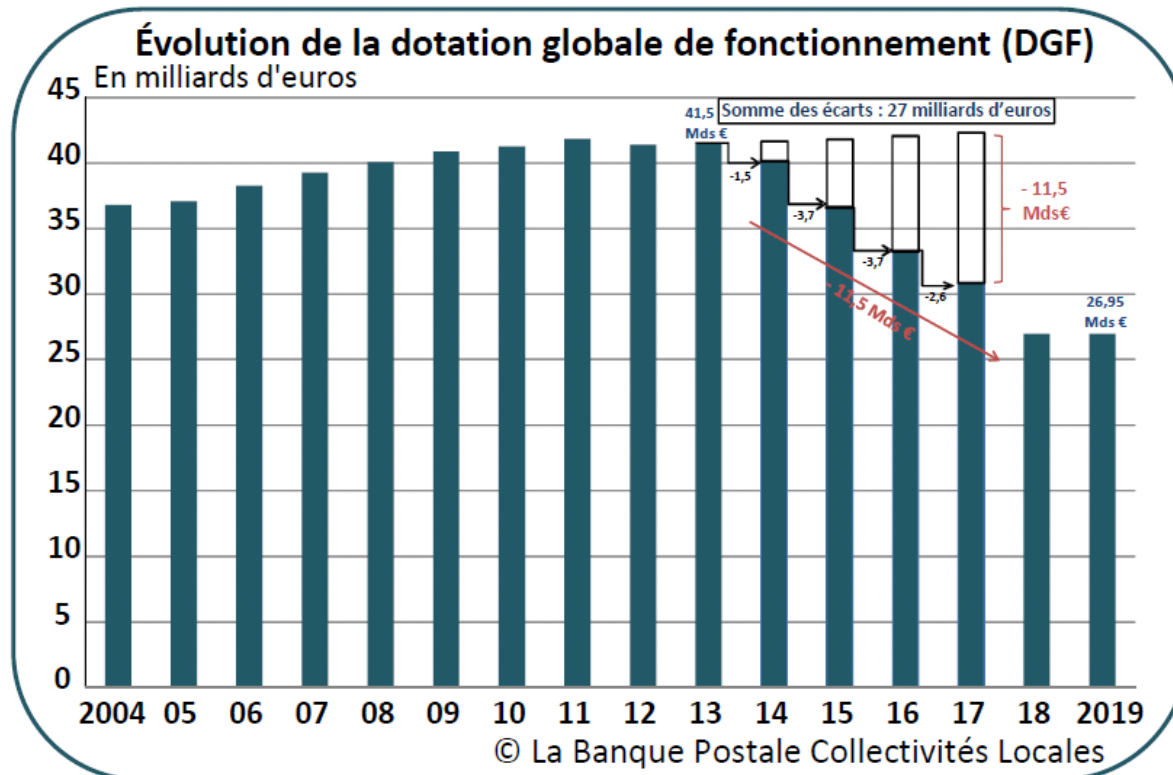
	Juin 2018		2010 - 2017
Base 100 en 2010	Valeur de l'indice	Évolution sur 1 an (4T / 4T)	Évolution annuelle moyenne
Indice de prix des dépenses communales hors charges financières	112,3	1,43 %	1,34 %
<i>Y compris charges financières</i>	108,9	1,16 %	0,92 %
Indice des prix à la consommation hors tabac	109,6	1,18 %	0,90 %

Observé sur la période de 2010 à 2017, l'écart entre les deux mesures de l'inflation, celle supportée par les communes et celle supportée par les consommateurs, est, hors charges financières, d'un peu plus de 0,4 point.

Le contexte économique national

La Dotation globale de fonctionnement (DGF)

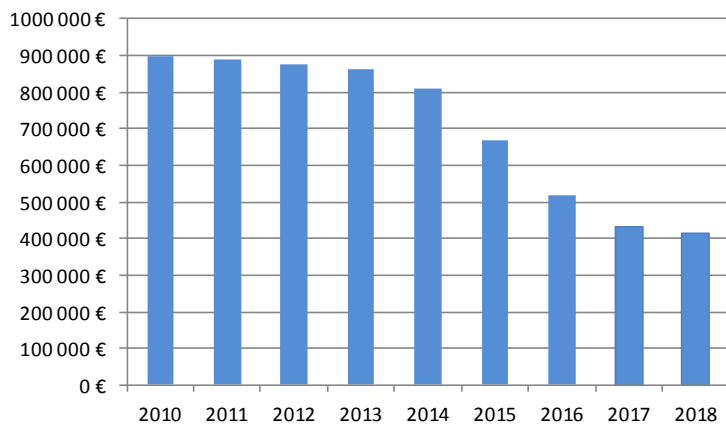
Maintient du montant de la DGF à **26,95 Md€ en 2019** (= 2018) ; fin de la baisse des dotations



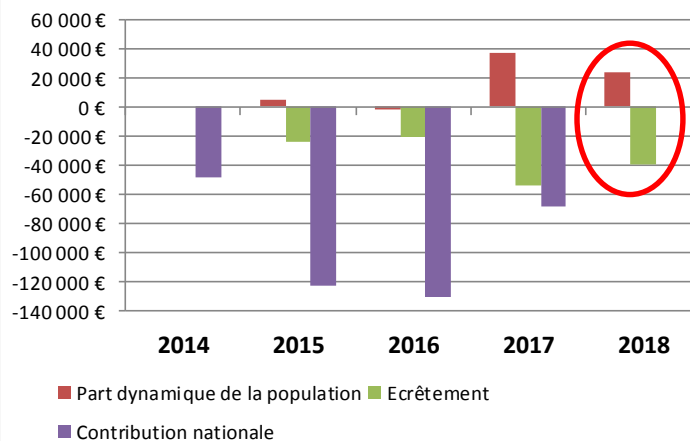
Focus : évolution de la DGF pour SAUTRON

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
DGF totale	896 183 €	888 083 €	873 783 €	864 332 €	811 588 €	669 026 €	516 860 €	430 889 €	414 911 €
Dotation de base	653 626 €	659 745 €	658 811 €	661 924 €	668 985 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Dotation de superficie	5 570 €	5 570 €	5 570 €	5 570 €	5 570 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Complément de garantie	236 987 €	222 768 €	209 402 €	196 838 €	185 028 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Dotation forfaitaire N-1 retraitée	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	811 191 €	669 026 €	516 860 €	430 889 €
Part dynamique de la population	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 660 €	-1 305 €	37 036 €	23 811 €
Ecrêtement	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-24 348 €	-20 071 €	-54 351 €	-39 789 €
Contribution nationale	0 €	0 €	0 €	0 €	-47 995 €	-122 477 €	-130 790 €	-68 656 €	0 €

DGF totale

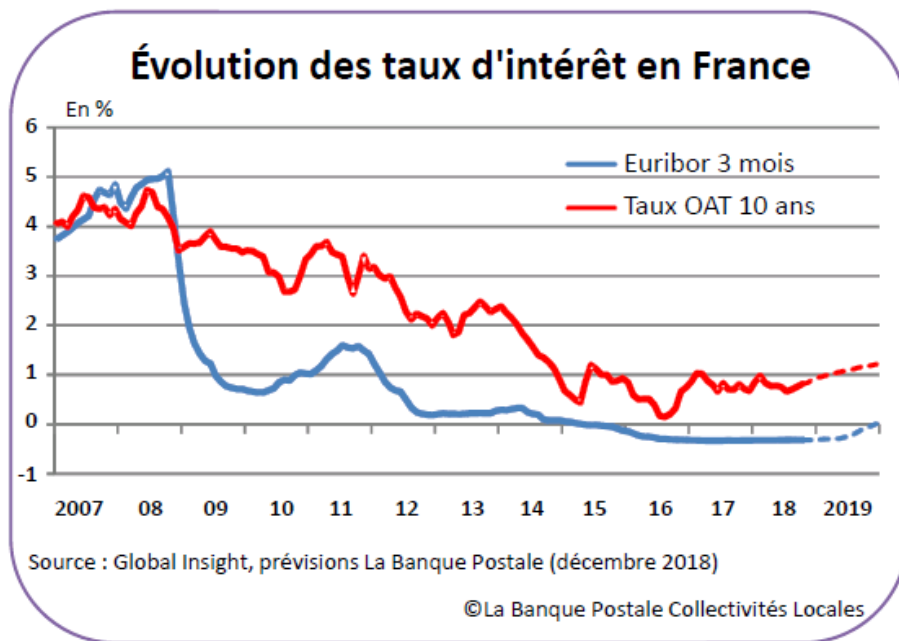


Part dynamique de la population / Ecrêtement / Contribution nationale



Le contexte économique national

Evolution des marchés financiers

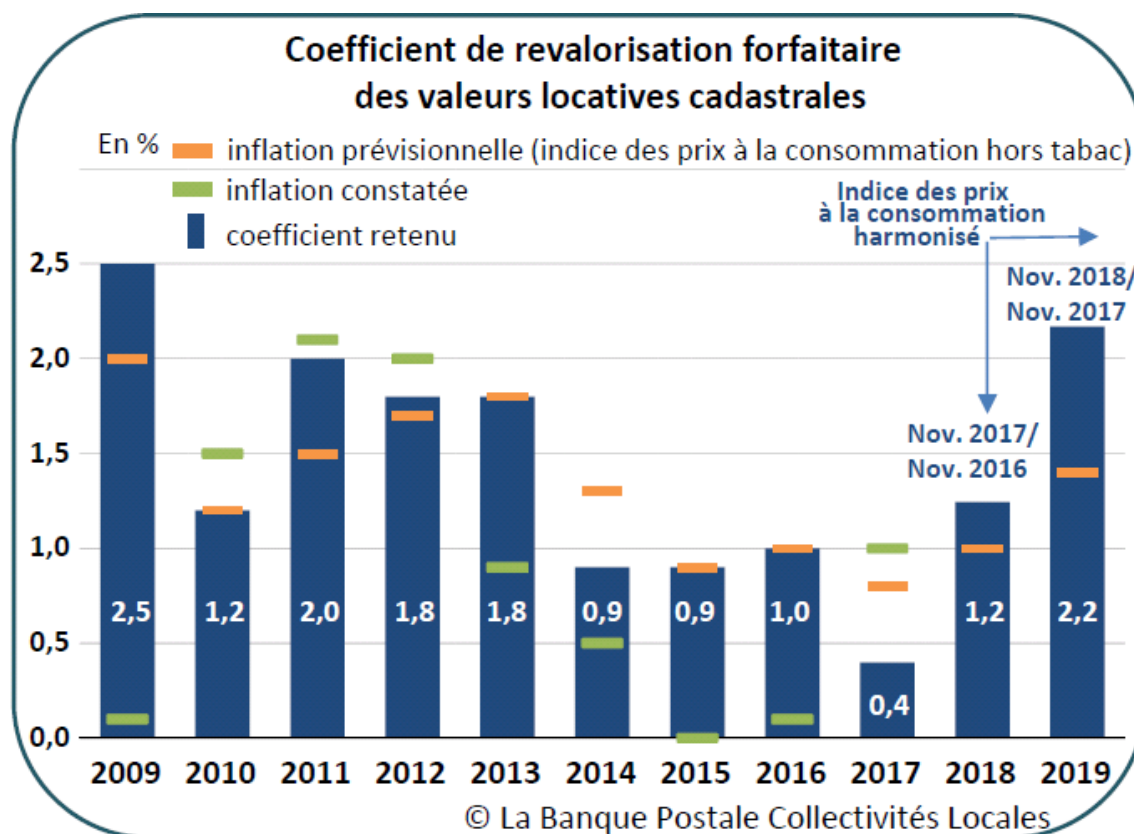


Taux obligataires 05/02/2019

CMS 1 an	-0.288
CMS 2 ans	-0.149
CMS 5 ans	0.166
CMS 10 ans	0.718
CMS 20 ans	1.235
CMS 30 ans	1.291

Le contexte économique national

Revalorisation annuelle des bases fiscales par l'Etat :



CONTEXTE LOCAL

Le contexte local – Prévision par grandes masses du Budget 2019

En termes d'hypothèses de recettes de Fonctionnement :

(principales recettes représentant environ 90 % des recettes réelles de fonctionnement)

1. Progression de **3.5 %** des **bases fiscales** de Taxe d'Habitation et de **3 %** pour la Taxe sur le Foncier Bâti *(rappel : revalorisation annuelle des bases de + 2.2 % pour 2019)*
2. Incertitude sur les **dotations de l'Etat** : 400 000 € pour la DGF – *poursuite du mécanisme d'écrêtement et ralentissement de la part dynamique de population*
3. Reversements de **Nantes Métropole** : 0 %
 - *Évolution figée de l'Attribution de Compensation depuis 2001, revue en 2015 à 355 832 €/an*
 - *Incertitude concernant l'évolution de la Dotation de Solidarité Communautaire (+ 1.3 % en 2018)*
4. Augmentation des **produits des services** : *(essentiellement restauration & périscolaire)*
 - *Hypothèse + 2 % par rapport au réalisé 2018 (hausse des tarifs / fréquentation des services)*
5. Evolution aléatoire de la **taxe additionnelle aux droits de mutation** (tendance à la hausse régulière pendant trois ans puis tassement en 2018)
6. Incertitude sur l'évolution des **compensations fiscales** de l'Etat (tendance à la baisse)

Le contexte local – Prévission par grandes masses du Budget 2019

En termes d'hypothèses de recettes de Fonctionnement :

Hypothèse travaillée à partir de l'actualisation du prévisionnel 2019 et des données du réalisé 2018

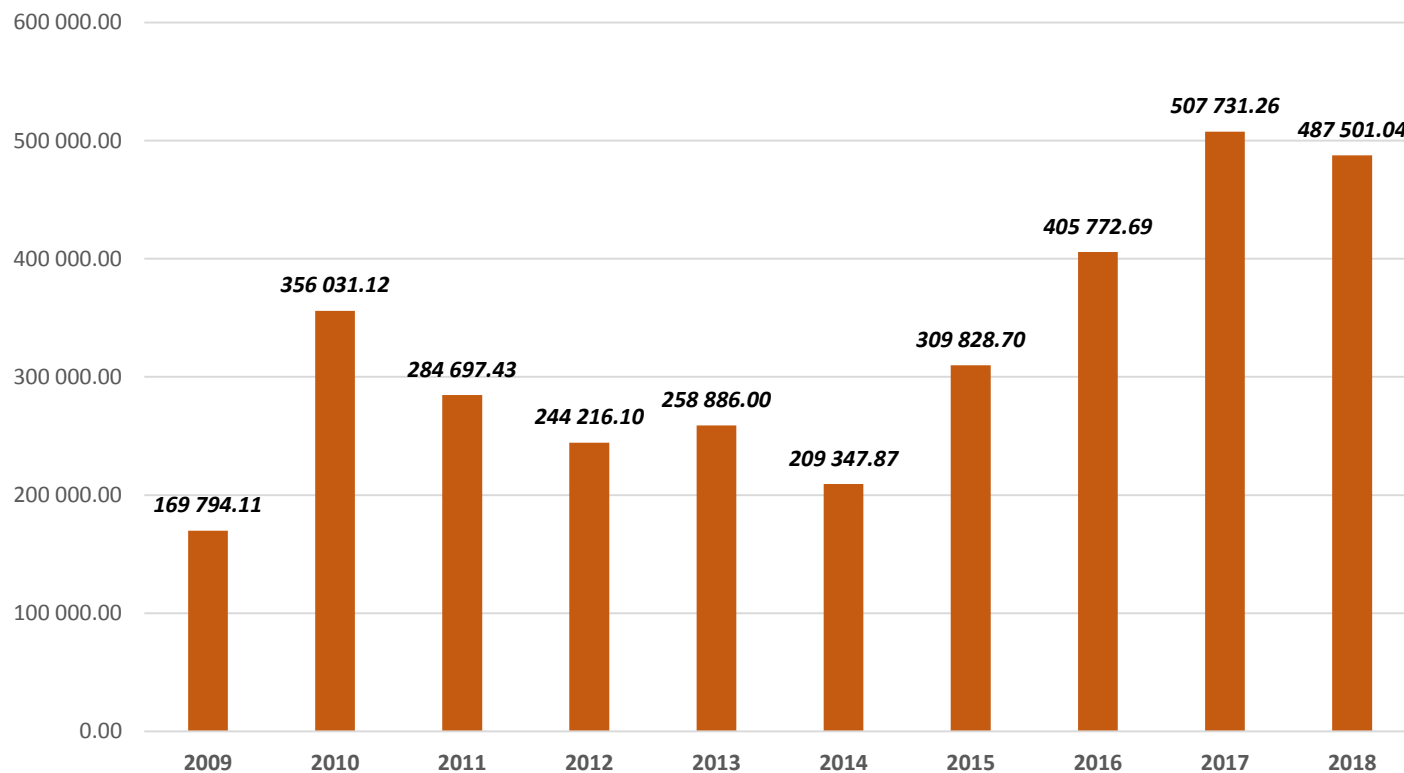
		BP + DM 2018	DOB 2019		CA prévisionnel 2018
Recettes de Fonctionnement :					
70	Produits des services et du domaine	725 000 €	759 000 €	4.7%	749 599 €
73	Impôts, taxes (dont AC, DSC, dts de mutation...)	5 715 981 €	5 845 000 €	2.3%	5 847 545 € **
74	Dotations & participations (DGF, CAF...)	1 110 100 €	1 121 000 €	1.0%	1 195 552 €
75	Autres produits de gestion courante	214 000 €	215 000 €	0.5%	216 079 €
7x	Autres produits	188 183 €	186 000 €	-1.2%	181 288 € *
Total recettes réelles de Fonctionnement :		7 953 264 €	8 126 000 €	2.2%	8 190 062 €

* *remboursement d'assurances, remboursement de charges de personnel*

** *hypothèse sans augmentation des taux d'imposition communaux*

Le contexte local – Prévision par grandes masses du Budget 2019

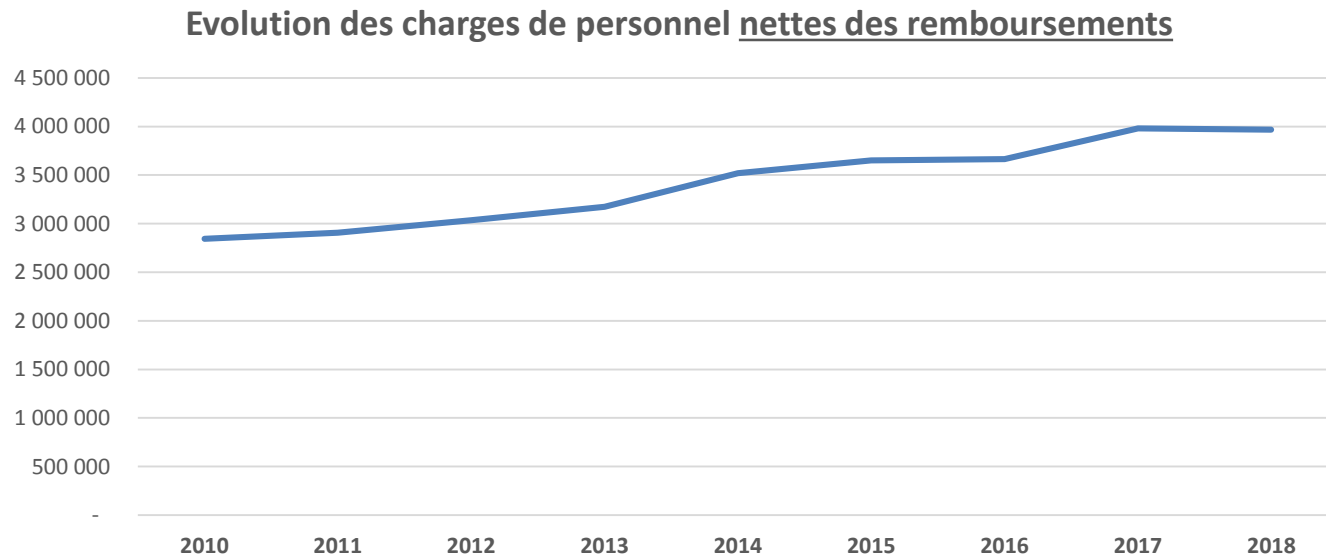
Evolution des droits de mutation :



Le contexte local – Prévision par grandes masses du Budget 2019

En termes d'hypothèses de dépenses de Fonctionnement :

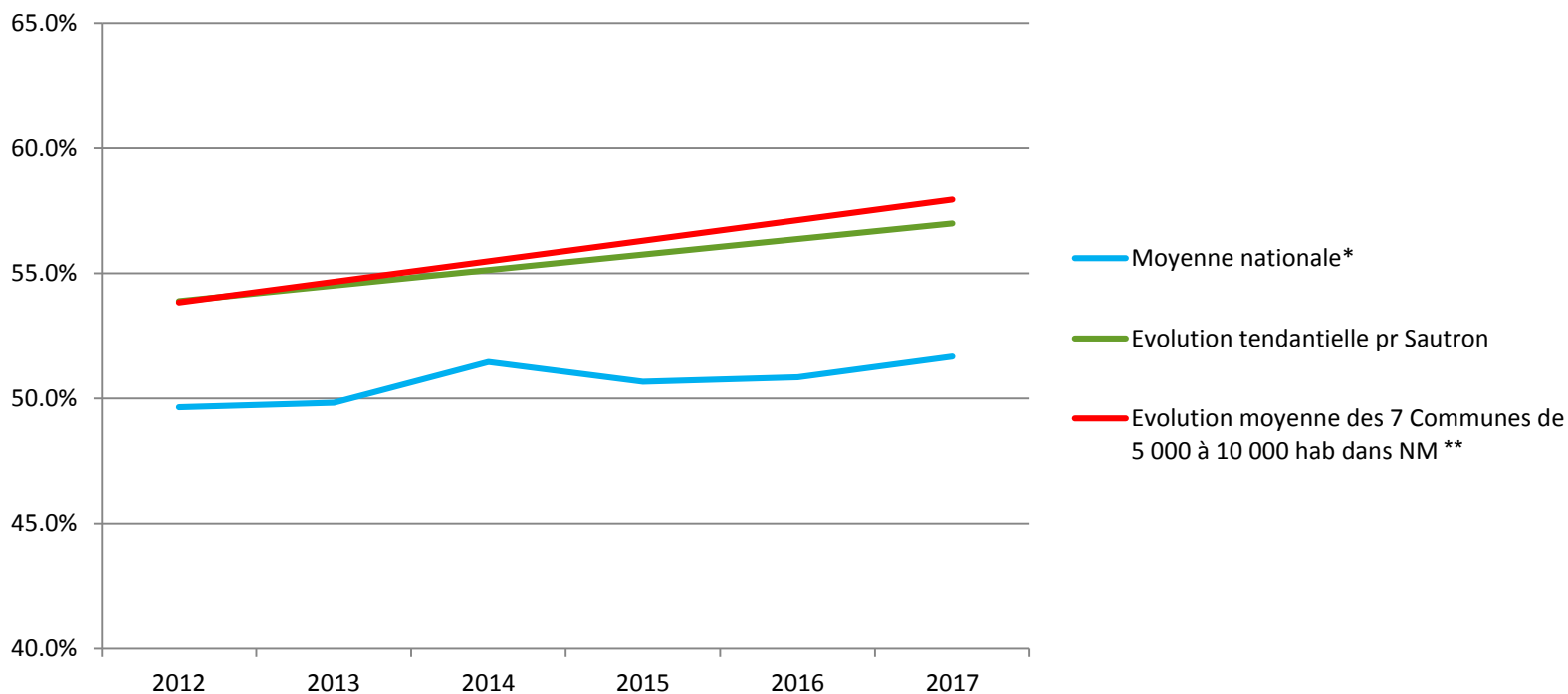
1. Evolution des **charges de personnel** en lien avec l'évolution de la réglementation impactant directement la masse salariale(+ 4 % *prévu pour 2019*).



Le contexte local – Préviation par grandes masses du Budget 2019

Evolution comparée des charges de personnel avec des Communes de même strate :

Charges de personnel en % des Dépenses de Fonctionnement



* Moyenne nationale des Communes de même strate (5 000 / 10 000 hab), membres d'un EPCI à fiscalité propre

** 6 autres Communes : Basse Goulaine, Bouaye, les Sorinières, Thouaré, la Montagne, St Jean de Boiseau

Le contexte local – Prévision par grandes masses du Budget 2019

- **Frais de personnel : évènements mécaniques ou subis impactant la masse salariale**
 - Journée de carence
 - Textes réglementaires liés au Parcours Professionnel des Carrières et Rémunérations (suspendu en 2018)
 - Augmentation du taux Accidents de travail (+1%).
 - Evolution de carrière (avancements d'échelon)
 - Evolution de la population
- **Frais de personnel : évènements choisis**
 - Retour à la semaine de 4 jours
 - Augmentation des capacités d'accueil sur les centres de loisirs
 - Augmentation des surfaces bâties engendrant une augmentation du nombre d'heures d'entretien
 - Réorganisation de la cuisine centrale liée à l'augmentation de la fréquentation des services
 - Avancements de grade 2018 au 1er janvier 2019
 - Elections européennes (1 tour)
 - Externalisation de certaines missions Espaces Verts, Bâtiments et Entretien

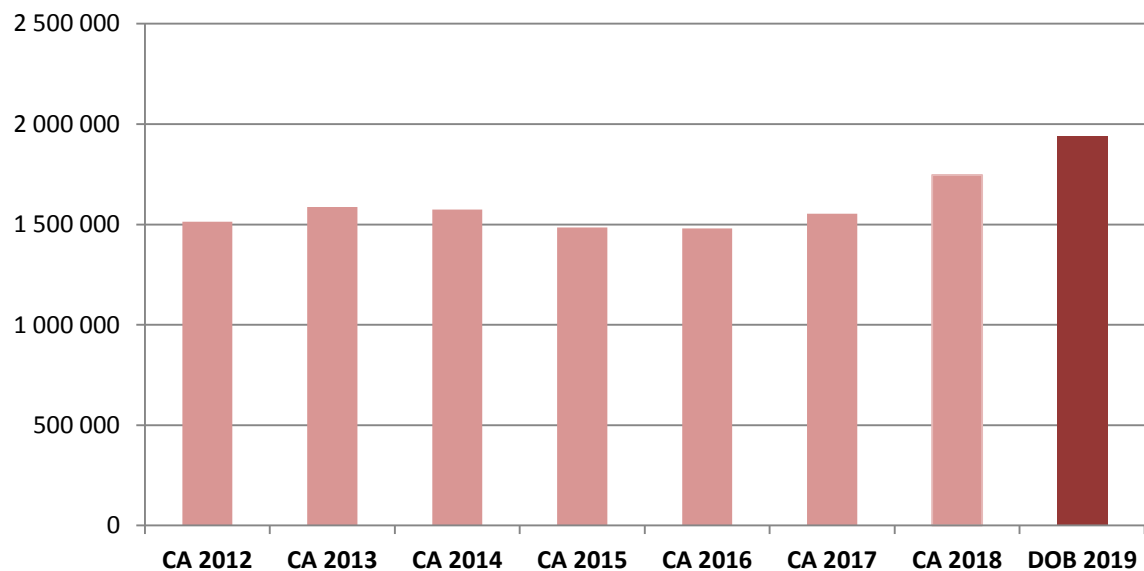
Le contexte local – Préviation par grandes masses du Budget 2019

En termes d'hypothèses de dépenses de Fonctionnement :

2. Augmentation des **charges à caractère général** (+ 8 %)

En lien avec le développement de l'externalisation de certaines missions (service espaces verts – dont l'intégration des subventions à des associations d'insertion dans le chapitre 011, service propreté...), de l'informatique (dématérialisation, externalisation d'applications...), la reprise de concessions abandonnées...

Chap. 011 - Charges à caractère général



Le contexte local – Prévission par grandes masses du Budget 2019

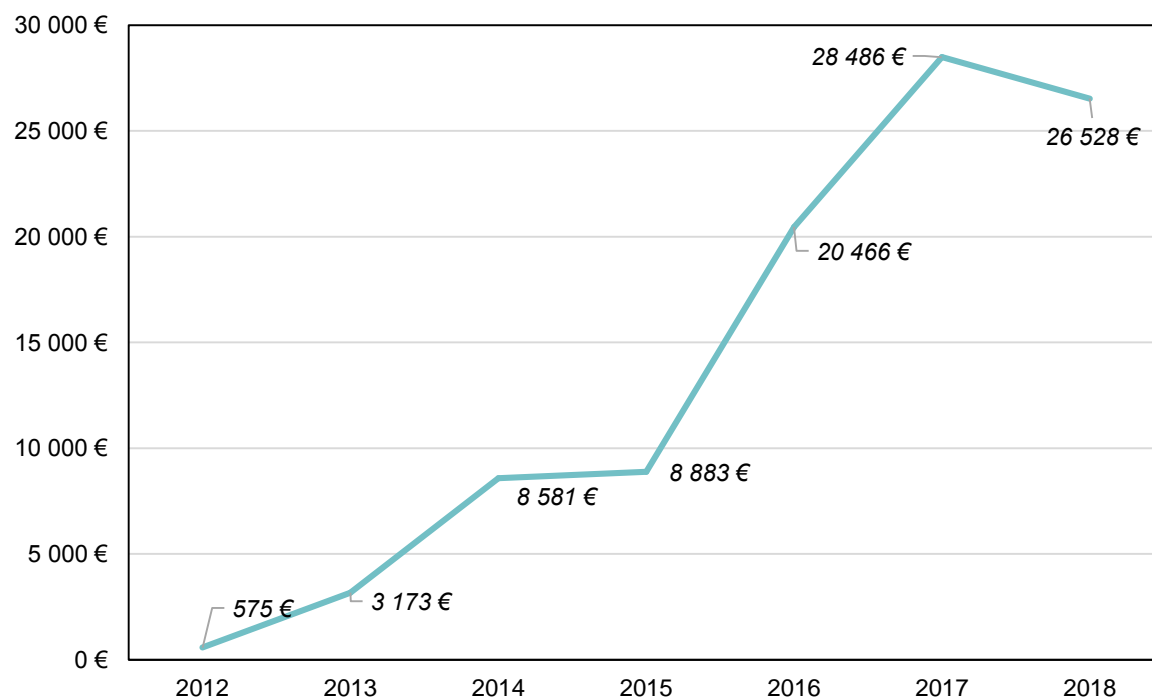
En termes d'hypothèses de dépenses de Fonctionnement :

3. Prélèvement au titre du **FPIC**

Stabilisation du prélèvement sur recettes fiscales au titre du **Fonds de Péréquation Intercommunal et Communal**, après 5 années d'augmentation

30 000 € prévu en 2019
(= coût supplémentaire) :

Evolution du prélèvement pour Sautron



Le contexte local – Préviation par grandes masses du Budget 2019

En termes d'hypothèses de dépenses de Fonctionnement :

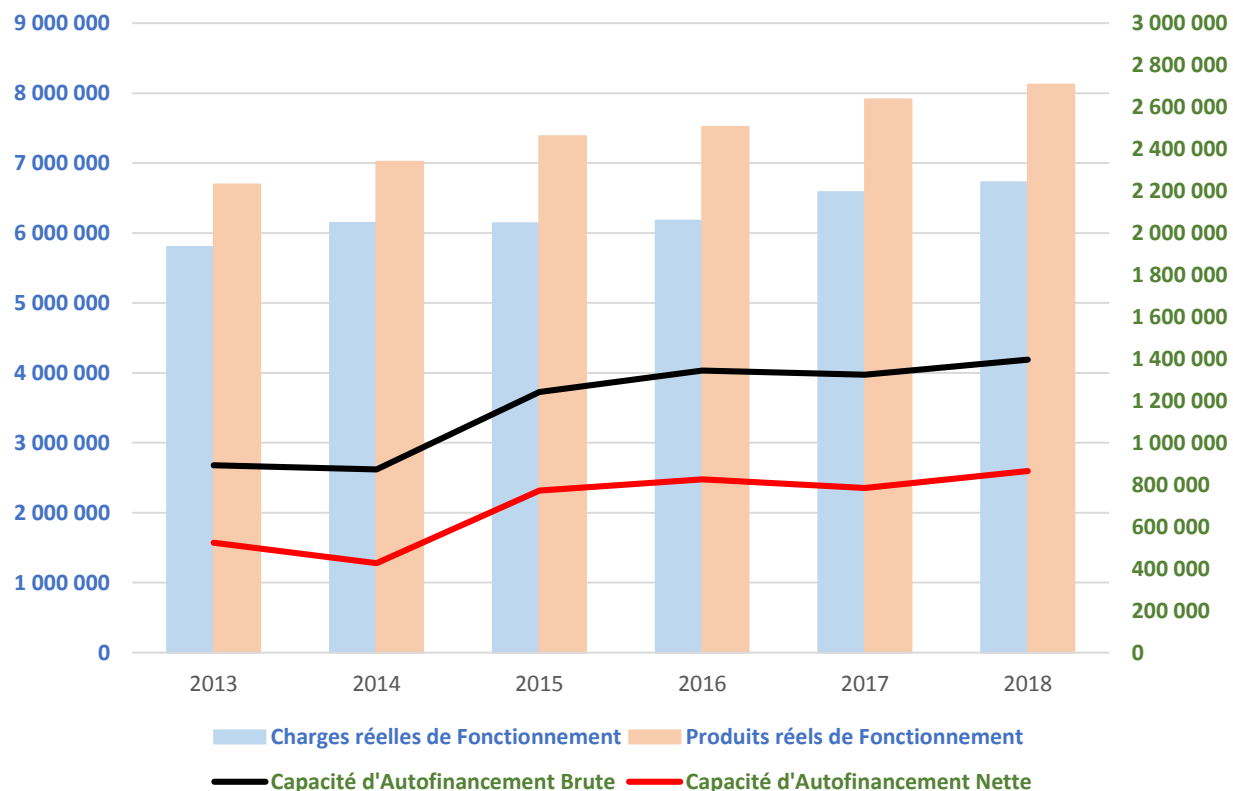
		<i>BP + DM 2018</i>	<i>DOB 2019</i>		<i>CA prévisionnel 2018</i>
Dépenses de Fonctionnement :					
011	Charges à caractère général	1 792 704 €	1 940 000 €	8.2%	1 746 718 €
012	Frais de personnel et frais associés	4 267 000 €	4 445 000 €	4.2%	4 055 006 €
65	Autres charges de gestion courante	775 500 €	745 000 €	-3.9%	775 303 €
66	Intérêts des emprunts et ICNE :	128 000 €	111 000 €	-13.3%	124 204 €
6x	Autres charges	30 914 €	32 000 €	3.5%	29 449 €
Total dépenses réelles de Fonctionnement :		6 994 118 €	7 273 000 €	4.0%	6 730 681 €

* Base de calcul : hors emprunt nouveau

Le contexte local – Capacité d'Autofinancement

Situation de la Capacité d'Autofinancement de la Commune (CAF) :

Evolution de la Capacité d'Autofinancement



Le contexte local – les orientations pour 2019

La politique fiscale

- Rappel de l'évolution des bases et des taux entre 2017 et 2018 :

- **Bases 2018** :
 - TH : + 3.75 % (contre + 3.35 % entre 2016 et 2017)
 - TFB : + 4.26 % (contre + 1.38 % entre 2016 et 2017)
 - TFNB : - 0.68 % (contre - 0.56 % entre 2016 et 2017)

comprenant une revalorisation annuelle des bases par l'Etat fixée à + 1.24 % pour 2018 (+ 2.2 % prévu pour 2019)

- **Taux** : les taux des trois taxes ont augmenté en 2018 de + 1 %

➤ **Orientation pour 2019 :**

Hypothèses de travail :

- **Bases 2019** : (évolution des bases physiques = nouvelles constructions + revalorisation annuelle)
 - TH : + 3.5 %
 - TFB : + 3 %
 - TFNB : 0.0 %

- **Taux** : Sous réserve des arbitrages finaux, la communication des bases prévisionnelles 2019 par l'Etat et la maîtrise des dépenses de fonctionnement permettraient d'envisager un maintien des taux existants ou une hausse très modérée de ceux-ci.

Le contexte local – les orientations pour 2019

La politique d'endettement

- **Endettement maîtrisé de la Commune**

L'encours de la dette par habitant a diminué en 2018, passant de 689 € /hab., au 31/12/2017, à 593 € /hab. au 31/12/2018, suite à une année budgétaire réalisée sans recourir à l'emprunt (rappel : un emprunt d'1 700 000 € avait été levé en 2017 pr les travaux à l'école de la Rivière).

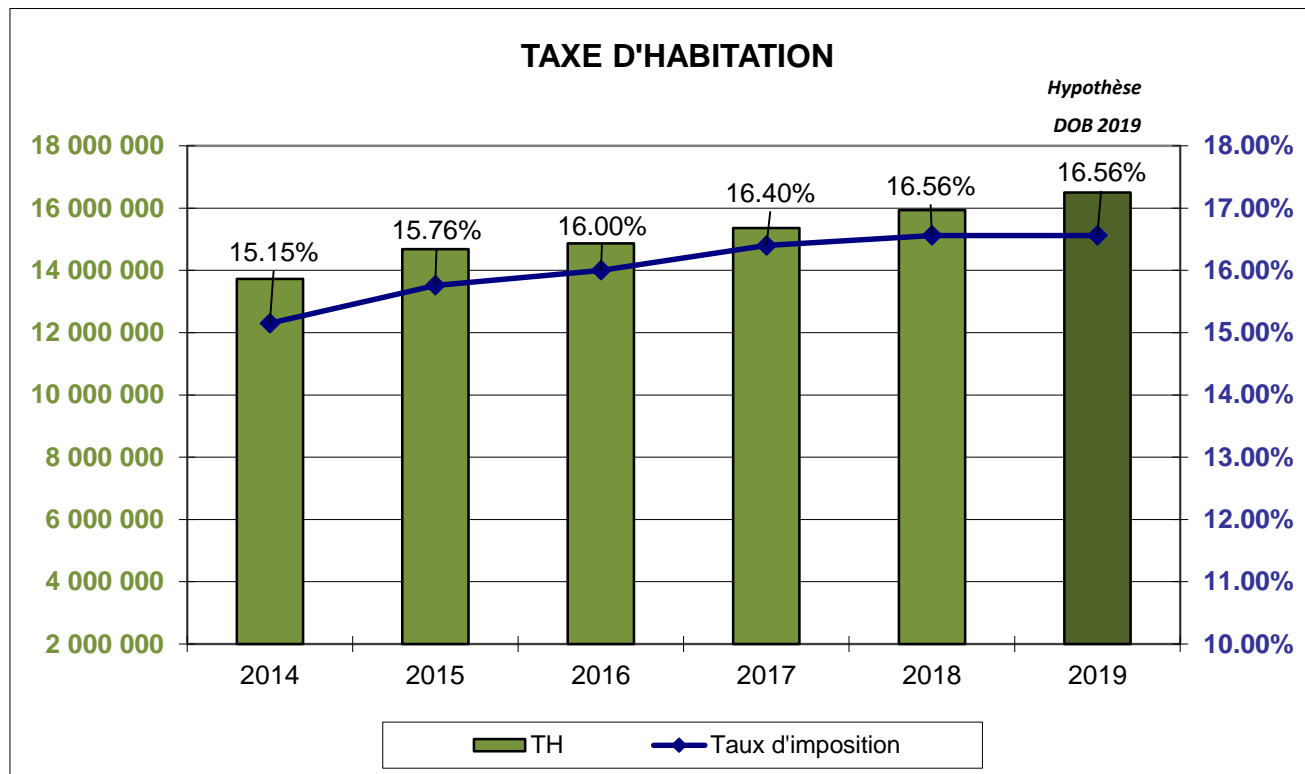
L'encours par habitant reste inférieur à la moyenne nationale de la strate (849 € / hab. en 2017 pour les communes de même strate de population).

- **Orientation pour 2019 :**

- *Pour l'exercice 2019, la Commune devrait recourir à l'emprunt pour financer ses investissements, notamment pour les travaux de l'école de la Forêt, mais raisonnablement, dans le cadre d'un volume d'investissement contenu et de marchés financiers encore favorables.*

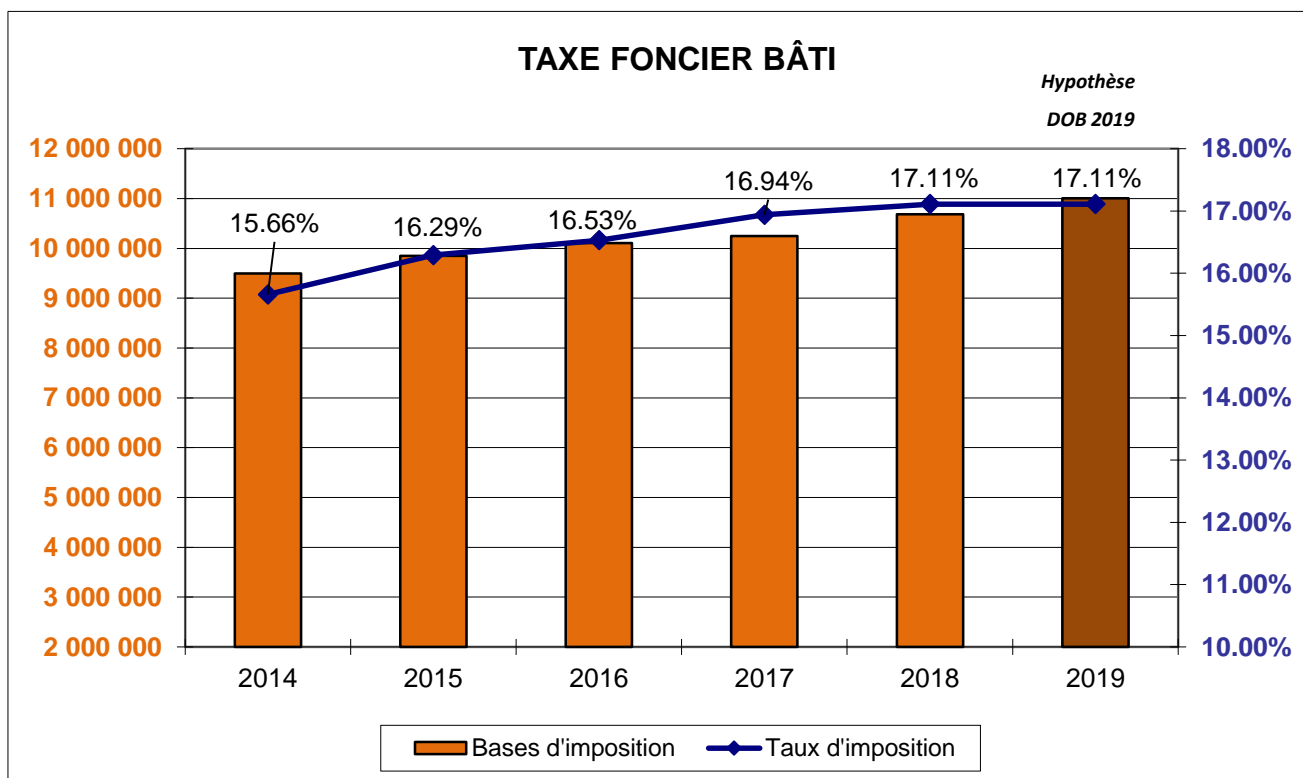
La politique fiscale – les orientations pour 2019

Bases et taux d'imposition sur les ménages (simulation à taux constants)



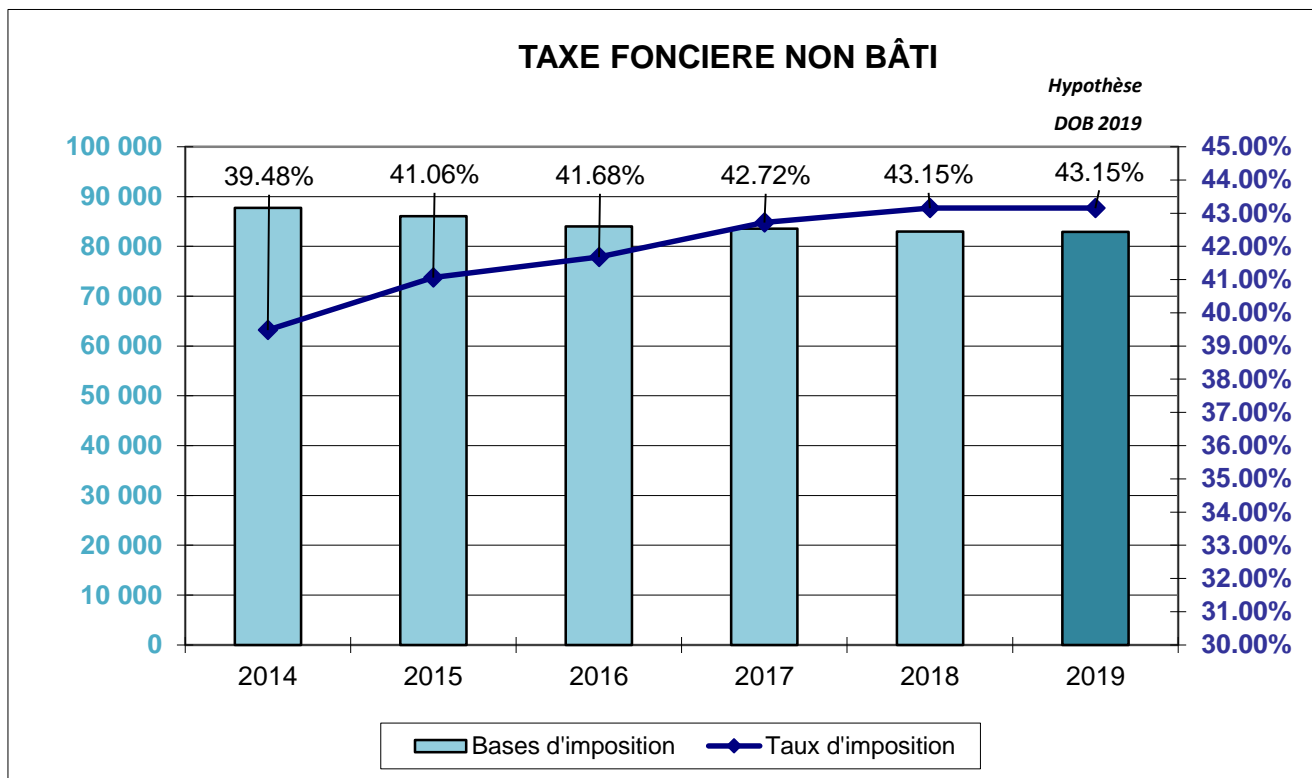
La politique fiscale – les orientations pour 2019

Bases et taux d'imposition sur les ménages (simulation à taux constants)



La politique fiscale – les orientations pour 2019

Bases et taux d'imposition sur les ménages (simulation à taux constants)



La politique d'endettement – les orientations pour 2019

Encours de la dette (sans nouvel emprunt)

L'encours de dette s'élève à **4 670 365.69 €** au 31/12/2018

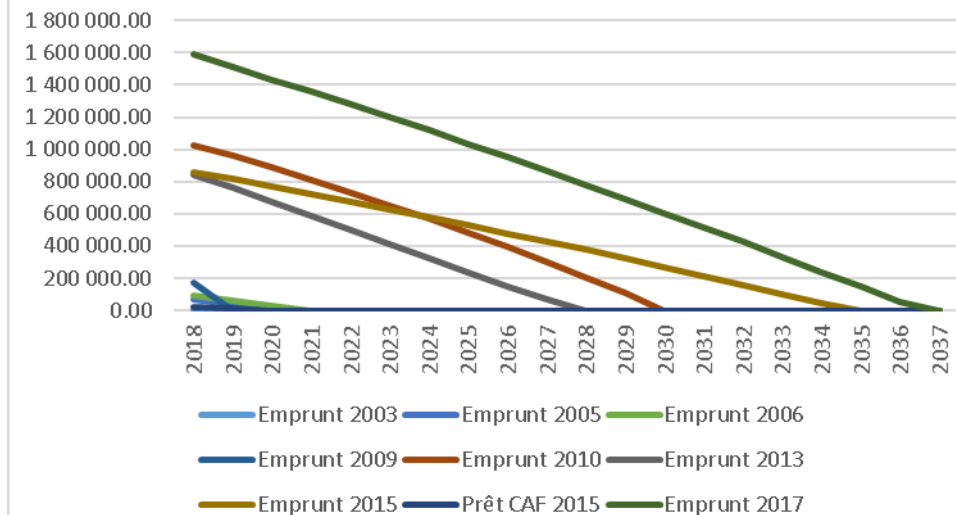
Structure des emprunts en cours :

1 emprunt est arrivé à terme en 2018
8 emprunts restants au 1/1/19, à **taux fixe**

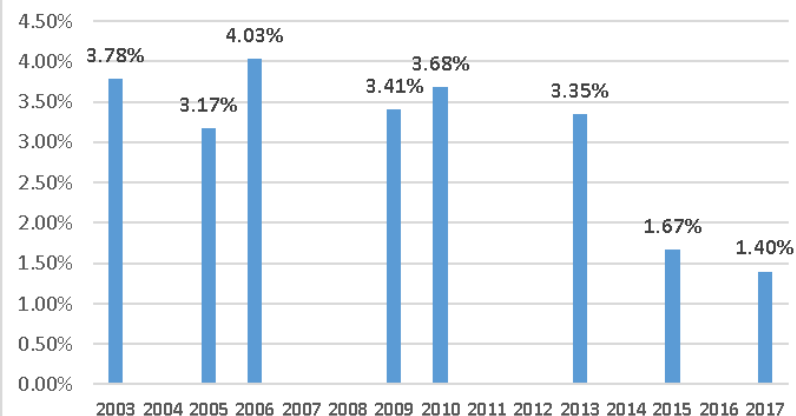
Liste des prêteurs :

Caisse d'Epargne : 2
Crédit Agricole : 2
Crédit Mutuel : 2
Banque Postale : 1
CAF (prêt taux 0) : 1

Evolution de l'encours de dette par emprunt



Niveau des taux des emprunts en cours



PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT

Plan Pluriannuel d'Investissement 2015/2020

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	élections						élections
Nouveaux Equipements							
	Construction du la Forêt + salles d' 150 000 €	Restaurant scolaire de activités périscolaires 1 550 000 €			17 000 € 1 jeu supplémentaire Parc de la Linière	150 000 € Construction club house club de football	
		40 000 € modulaire groupe scolaire Rivière		200 000 € aire	200 000 € de loisirs	10 000 € création de cavurnes au cimetière nouveau	
		17 000 € Vidéoprotection Complexe sportif					
Rénovations et réaménagements importants du patrimoine existant		30 000 € travaux PMR Gendarmerie	47 000 € travaux Presbytère (couverture, allée)		235 000 € Travaux étang de la Bretonnière		
	Remplacement couverture salle C 110 000 €	24 000 € travaux légionellose salles de sports	40 000 € Réfection accès nouv. rest scol Forêt				160 000 € ? Réfect° couverture et isolation salle Antares
	Finalisation réfection église 106 000 €		1 720 000 € programmiste Moe Groupe scol Rivière Gpe scol Rivière travaux Groupe scolaire Rivière			300 000 € travaux réfection couverture salle Delta	200 000 € ? Réfection couverture école élém Rivière
	Réfection chaufferie EPB 50 000 €	22 000 € Accessibilité PMR étang Bretonnière	11 300 € programmiste	études Moe Ecole de la Forêt 2017 30 000 € 2018 150 000 €		750 000 € ? travaux d'extension de l'école de la Forêt	750 000 € ? Réaménagement de l'école de la Forêt
	Etudes réseaux distribution eau 13 500 €	21 500 € extension colombarium	38 900 € Réfection jeux parc Linière et école Forêt	10 500 € études réfection couverture salle Delta	16 000 € programmiste extension Mairie	Réaménagement Cuisine centrale 176 000 €	
	Travaux accessibilité PMR 160 000 €	24 000 € clôture terrain de football	85 000 € Réfect° couvertures éc mat Riv + Gendarm		45 000 € diag + programmiste salles de sports	60 000 € complément opération Jules V.	
Politique Maîtrise du Foncier	budget de constitution de "réserves foncières stratégiques"						
			380 000 € acquisition Tesson	300 000 € (acquisitions foncières diverses)			
		294 000 € acquisition Caquineau (remboursement NM)					
Travaux courants d'entretien des bâtiments et renouvellement des outils et matériels indispensables aux services	330 000 €	entre 300 000 € et 400 000 € par an	entre 300 000 € et 400 000 € par an	entre 300 000 € et 400 000 € par an	entre 300 000 € et 400 000 € par an	entre 300 000 € et 400 000 € par an	entre 300 000 € et 400 000 € par an